

ATHENA

alliance nationale des
sciences humaines et sociales

Programmation ANR 2014 Propositions

Juillet 2013

Ces propositions s'appuient sur la contribution de l'Alliance Athéna à la réflexion engagée sur les défis sociétaux proposés par la Commission européenne dans le cadre du programme «Horizon 2020» et sur les éléments stratégiques pour les sciences humaines et sociales (documents remis en juin 2013).

Programmation ANR 2014 Propositions

Juillet 2013

A propos de l'Alliance ATHENA

Espace de concertation, de médiation et de coopération entre toutes les institutions, l'Alliance ATHENA a pour mission d'améliorer les dynamiques du système de recherche et de bâtir une réflexion prospective de long terme sur le domaine des sciences humaines et sociales.

Président : Jean-Emile Gombert

Déléguée générale : Françoise Thibault

Alliance Athena
190 avenue de France
75 013 Paris

www.allianceathena.fr



Table des matières

I Orientations de la recherche sur projets pour les Sciences Humaines et sociales	4
II Les défis de sociétés	6
DEFI 8 Sociétés innovantes, intégrantes et adaptatives	7
Droit, démocratie, gouvernance et nouveaux référentiels	7
Innovation	8
Humanités numériques	9
Éducation et développement humain	9
DEFI 1 Gestion sobre des ressources et adaptation au changement climatique	11
DEFI 2 Energie, propre, sûre et efficace	12
DEFI 4 Santé et bien-être	13
Âges de la vie et vieillissement	13
Addictions	14
DEFI 5 Sécurité alimentaire et défi démographique	15
DEFI 6 Mobilité et systèmes urbains durables	16
DEFI 7 Société de l'information et de la communication	17

I \ Orientations de la recherche sur projets pour les Sciences Humaines et Sociales

L'Alliance ATHENA a retenu 10 grandes priorités :

- 1 Faire du soutien aux sciences humaines et sociales une priorité de la politique de recherche (sortir de cette trop longue période de sous-financement et assurer une coordination de tous les acteurs).
- 2 Associer, dès la définition des programmes, les chercheurs SHS aux recherches visant à répondre aux problèmes majeurs actuels afin d'en assurer une plus grande pertinence.
- 3 Promouvoir une adaptation des dispositifs de soutien aux projets (et des critères de sélection), à la diversité des paradigmes et des pratiques scientifiques et favoriser l'innovation dans la programmation et les configurations de la production de recherche.
- 4 Soutenir les dispositifs qui permettent aux enseignants-chercheurs, pour une période donnée, de se consacrer entièrement à la recherche (IUF, délégations...).
- 5 Porter le taux de financement des thèses en SHS au même niveau que dans les autres champs scientifiques.
- 6 Rattraper le retard de la France dans le financement des infrastructures de recherche en SHS (Plateformes de données, Grandes enquêtes, « Humanités numériques »...).
- 7 A l'international, articuler les dispositifs d'attractivité et les dispositifs de mobilité sortante.
- 8 Soutenir l'émergence de réseaux thématiques de recherche, à l'initiative des chercheurs et des laboratoires, pour apporter de la souplesse aux dispositifs tout en évitant la création de nouvelles structures.
- 9 Confier aux Maisons des Sciences de l'Homme un rôle majeur dans la politique de site.
- 10 Soutenir l'établissement et la tenue à jour d'une cartographie évolutive ouverte des moyens, équipements, structures, thématiques de la recherche en SHS, à l'échelle nationale et internationale.

Six mesures sont recommandées pour faire évoluer le dispositif globalement :

Mettre en œuvre un dispositif d'aide au dépôt projets H2020

Mettre en œuvre un dispositif d'aide à l'introduction des SHS dans les smart specialisations

Maintenir, au plan national, les appels blancs à un niveau élevé

Favoriser les appels à projets sur des thématiques trans-sectorielles intra SHS ou entre les SHS et les autres disciplines

Rendre éligibles les post-docs comme porteurs de projets

Rendre opérationnelle la mesure d'éligibilité des allocations doctorales dans les projets

Les appels à projets de l'ANR ont constitué une contribution importante au développement de la culture du projet en SHS, en irrigant non seulement les UMR, mais aussi les EA, les UMIFRE et les EFE.

Les projets comptant de 2 à 4 partenaires (jusque 11 en non-thématique) ont été nombreux et ont permis de compenser, partiellement, la disparition en 2008 du financement des groupements de recherche pour les équipes universitaires.

Le montant des engagements, pour la période 2005-2011, s'est élevé à 183m€, soit une moyenne annuelle de 26,17m€, 4,3% du montant total des engagements. Bien qu'importante pour l'activité scientifique, ce montant est très en deçà des normes européennes et nord-américaines, qui se situent aux alentours de 15%.

L'Alliance ATHENA tient à souligner que les baisses de financement qui affectent la recherche sur projets en SHS sans qu'aucune augmentation ne soit répercutée sur les laboratoires universitaires risquent de fragiliser considérablement l'ensemble du secteur.

Conformément à la priorité 1, l'Alliance ATHENA demande que des rééquilibrages soient opérés en faveur des sciences humaines et sociales.

A l'International : il conviendrait de réduire les coûts des programmes bilatéraux pour diversifier les actions (notamment au profit de celles permettant d'encourager les chercheurs à participer aux dispositifs de mobilité entrante et sortante) et de s'assurer de l'engagement de la Commission pour toute participation à un ERANET.

II \ Les défis de sociétés

L'agenda stratégique de la recherche a retenu 9 grands défis sociétaux :

1. Gestion sobre des ressources et adaptation au changement climatique
2. Energie, propre, sûre et efficace
3. Renouveau industriel
4. Santé et bien-être
5. Sécurité alimentaire et défi démographique
6. Mobilité et systèmes urbains durables
7. Société de l'information et de la communication
8. Sociétés innovantes, intégrant et adaptatives
9. Liberté et sécurité de l'Europe, de ses citoyens et de ses résidents

Les sciences humaines et sociales sont au cœur du défi 8. Toutefois, les SHS participent à la plupart des autres défis.

DEFI 8 | Sociétés innovantes, intégrantes et adaptatives

Quatre thèmes sont proposés pour 2014 :

Droit, démocratie, gouvernance et nouveaux référentiels

Innovation

Humanités numériques

Éducation et développement humain

Droit, démocratie, gouvernance et nouveaux référentiels

Les sociétés doivent faire face à de nouveaux défis en termes de gestion des ressources, de changements environnementaux et climatiques, d'énergie, de transformations industrielles, de santé et de bien-être, de sécurité, de prise en compte des nouvelles attentes des citoyens, mettant en question les modes de gouvernance et de régulation des sociétés tant au niveau national que supranational.

Parmi les questions pouvant être étudiées, on peut citer :

- les nouvelles formes d'exercice du pouvoir et de régulation politique ;
- la pluralité des acteurs, la multiplication des instances et des échelles, les transformations des liens entre le secteur public et privé ;
- les modifications des rapports entre pouvoir économique et politique ;
- les transformations du statut du droit et des États, des processus de décision, le passage de la notion de gouvernement à celle de gouvernance ou encore de celle de politique publique à celle d'action publique ;
- les transformations des modèles de régulation juridique de la soft law (flexibilité des dispositifs juridiques et de leurs procédures d'application : arbitrage, négociation, médiation), notamment en relation avec les intérêts des acteurs économiques ;
- la production de nouveaux référentiels qui permettraient de mieux prendre en considération les préférences individuelles, le bien-être collectif, les impacts écologiques et sociétaux et ainsi constituer des indicateurs pour la formulation et l'évaluation des choix publics.

Innovation

L'innovation concerne à la fois les aspects technologiques, les nouveaux marchés, la mise en place d'une nouvelle organisation et plus largement les innovations sociales visant, par exemple, à recomposer les relations économiques ou sociales autour d'enjeux de protection de l'environnement, de lutte contre les inégalités ou l'exclusion, les modifications de pratiques individuelles et collectives, les nouvelles relations marchandes ou sociales, les nouvelles formes de prise en charge des individus ou des problèmes publics.

Ces formes d'innovation mettent en évidence l'importance centrale du développement des apprentissages, des compétences, des connaissances, de l'élargissement des capacités d'action. La recherche doit ainsi mieux comprendre les dynamiques complexes de l'innovation sans les séparer de l'étude globale des sociétés et du rôle de l'ensemble des acteurs – y compris les usagers, les citoyens.

Que les innovations soient technologiques, sociotechniques, sociales, organisationnelles, qu'elles concernent les services ou l'industrie, il s'agit notamment :

- d'étudier les modes de conception, de diffusion, d'appropriation/refus des différents types d'innovation et de contribuer à l'étude des processus d'intégration ou d'inhibition de la nouveauté par les individus, les groupes, les organisations, les sociétés ; d'observer comment, dans les pratiques sociales, s'inventent des dispositifs et des formes d'actions innovantes (partage de données et d'information, dispositifs collaboratifs...) ou des formes d'usage des nouveautés techniques ;
- d'explorer les nouveaux cadres économiques et sociaux que constituent la crise, la globalisation des échanges et des pratiques, la prise en compte des contraintes écologiques, énergétiques, de ressources primaires rares et l'émergence de nouvelles technologies ;
- d'anticiper les mutations structurelles des sociétés, des économies ainsi que celles des comportements individuels et collectifs et de développer les capacités de réflexion prospective sur les modalités de la transition vers de nouvelles formes d'organisation du développement et de la vie en société ;
- de mieux comprendre les facteurs environnementaux, organisationnels et cognitifs qui peuvent influencer la conduite de l'innovation et des processus créatifs (biais conceptuel, autonomie des activités d'exploration cognitives, conditions organisationnelles des projets, accompagnement des processus créatifs, place des utilisateurs) ;
- de favoriser les approches comparatives entre secteurs, territoires et sociétés, ainsi que les comparaisons temporelles et internationales.

Humanités numériques

Le tournant numérique pris par la société modifie et interroge les conditions de production et de diffusion des savoirs. Les humanités numériques concernent l'ensemble des disciplines des SHS et sont porteuses de méthodes, de dispositifs et de riches perspectives.

De multiples communautés issues de l'intérêt pour des pratiques, des outils ou des objets transversaux divers (encodage de sources textuelles, systèmes d'information géographique, lexicométrie, numérisation du patrimoine culturel, scientifique et technique, cartographie du web, fouille de données, 3D, archives orales, arts et littératures numériques et hypermédia-tiques, etc.) ont vu le jour ces dernières années. Leur mise en réseau est encouragée par la TGIR HUMA NUM et les projets, de plus en plus internationaux, voient le jour.

Le succès de l'AAP « Corpus » témoigne de la demande forte des communautés scientifiques des différentes disciplines des sciences humaines et sociales. L'effort doit être poursuivi en insistant sur les questions scientifiques qui guident ces démarches. Les corpus forment à la fois la base de l'activité de recherche et les résultats de celle-ci.

Éducation et développement humain

Les sociétés connaissent des transformations sociales, économiques et culturelles qui conduisent à un renouvellement des interrogations sur la place, le contenu et les modes d'apprentissages. La qualité de la formation des individus est un facteur déterminant tant du développement humain, de l'intégration sociale et professionnelle, que du développement même des sociétés dans ses dimensions sociales, économiques.

Afin de favoriser ses adaptations il est nécessaire :

- de mieux comprendre les différents processus d'apprentissage et de formation des personnes tout au long de la vie, qu'ils concernent les apprentissages fondamentaux élémentaires (lire, écrire, compter,...), transversaux (sélectionner et trier des informations, contrôler son attention,...), dirigés vers l'action ou vers la connaissance, spécifiques à une tâche individuelle ou collective, mobilisant ou non des supports technologiques, tels que les nouvelles technologies de l'information et de la communication ;
- d'explorer les apprentissages, du point de vue des objectifs, des contenus, des situations, des pratiques, des méthodes et de leurs effets, ainsi que des parcours individuels ;
- d'analyser les transformations de l'offre scolaire, des systèmes éducatifs dans une perspective comparative, tant du point de vue des acteurs que des politiques ;
- d'étudier les conditions de développement d'une éducation favorisant les apprentissages tout au long de la vie.

Au-delà des approches expérimentales et des études de terrain, des comparaisons internationales et des observations à grande échelle peuvent s'avérer nécessaires, ainsi que les approches pluridisciplinaires.

Les Sciences Humaines et Sociales mobilisables par les autres défis

DEFI 1 | Gestion sobre des ressources et adaptation au changement climatique

Les questions qui ont trait à la gestion des ressources dans une perspective de développement durable ne peuvent être abordées et traitées qu'en prenant en compte les interactions et les « boucles de rétroaction » qui se nouent au sein de systèmes complexes comprenant les écosystèmes et les systèmes socio-économiques, et entre ces systèmes.

En 2014, les priorités peuvent porter sur :

- L'étude des processus sociaux, économiques, culturels, qui ont modifié les modes d'utilisation des ressources et les rétroactions des conditions environnementales sur l'organisation des sociétés humaines ;
- Les perspectives d'analyse ouvertes par les notions d'irréversibilité/résilience, de vulnérabilité/justice environnementale, de solidarité (inter, intra et trans-générationnelle) ;
- Les modes de gouvernance adaptés en prenant en compte les formes de coopération entre les acteurs, les mécanismes d'incitations et de réglementation, les adaptations des modes de production et de régulation des marchés et la prise en compte des coûts des atteintes environnementales.

DEFI 2 | Energie, propre, sûre et efficace

Préparer la transition écologique implique d'adapter les modèles aux contraintes en matière d'environnement, de ressources naturelles, de disponibilité en énergie, à la fois du point de vue des modes de production, de stockage et de recyclage, des formes d'approvisionnement et de distribution, des réseaux, des risques et de la sécurité des infrastructures et des réseaux, de la consommation et la réglementation.

Parmi les thèmes possibles on peut évoquer, pour 2014, l'étude :

- De l'offre des différentes formes d'énergie (anciennes et nouvelles), du fonctionnement des marchés et des facteurs d'évolution suivant les sources, les modes de production et de distribution, en termes d'accessibilité, de rapport coût-efficacité économique, de stratégies industrielles, de risques associés et de prise en compte des contraintes environnementales (à court, moyen et long terme), de vulnérabilité (technique, économique, géopolitique), de sécurité d'approvisionnement, d'équité pour les populations, d'indépendance énergétique, de relations géopolitiques... ;
- Des déterminants des consommations et des facteurs d'évolution ;
- Des contextes de développement des nouvelles filières énergétiques analysés du point de vue social et culturel, économique et des stratégies industrielles : financement et organisation des filières ; rôle des acteurs publics et privés.

D'un point de vue transversal, il est aussi nécessaire de soutenir les recherches qui renouvèlent les scénarios et la modélisation « Économie-Énergie-Environnement » afin de mieux anticiper les effets des chocs énergétiques et des crises économiques, régionales et mondiales, leurs interactions avec les marchés énergétiques et la prise en compte du coût-efficacité des politiques énergétiques et environnementales.

DEFI 4 | Santé et bien-être

La santé et la protection sociale sont directement interpellées par la plupart des évolutions structurelles majeures qui affectent toutes les sociétés. Le développement des connaissances dans le domaine de la santé bénéficie des travaux conduits dans deux grands domaines de polarisation.

D'une part, les recherches en SHS en santé publique visent à mieux connaître l'état de santé des populations et leurs différents déterminants, à identifier les facteurs de risque. Sur cette base, elles permettent l'identification d'interventions (et leur évaluation scientifique) pour améliorer la santé et en réduire les inégalités.

D'autre part, des recherches sont conduites dans différents domaines des SHS liées aux questions de santé, parmi lesquelles : les transformations du rapport au corps, à l'hygiène et au soin, les pratiques sociales ; les formes d'assistance et de protection sociales, les formes de solidarités et de définition de la justice sociale, les modes d'intervention des acteurs publics et privés ; les rapports entre les formes de sociabilité, les évolutions des sociétés et les comportements (notamment, comportements alimentaires, addictifs, santé mentale) ; les articulations entre les questions sanitaires et sociales ; les transformations du travail et de l'emploi ; l'émergence et la gestion des risques et des crises.

Deux thèmes prioritaires peuvent être retenus pour 2014

Âges de la vie et vieillissement

Addictions

Âges de la vie et vieillissement

Les travaux récents montrent l'importance d'étudier les parcours de vie et comment les facteurs de santé, d'éducation, de conditions de vie, sociaux ou économiques peuvent avoir des répercussions tout au long du cycle de vie. Ces perspectives conduisent à envisager l'ensemble des âges de la période prénatale, de l'enfance, à l'âge adulte, jusqu'aux personnes âgées.

Les questions suivantes peuvent être évoquées :

- Caractériser les facteurs susceptibles d'avoir des effets positifs ou négatifs sur l'ensemble du cycle de vie, tant du point de vue du développement biologique que du développement social ; identifier les chaînes de causalités complexes qui peuvent conduire à des expositions précoces à des facteurs de risques pour la santé et à des mécanismes physiopathologique ;
- Etudier les facteurs de vulnérabilité dans l'enfance et chez les personnes âgées en fonction des conditions sociales et culturelles, de genre et du cumul des vulnérabilités ;

- Appréhender les perspectives d'adaptation des conditions de travail et de vie afin de favoriser l'autonomie des personnes, les conditions de développement d'innovations sociales, de technologies et de services adaptés ;
- Les aspects épidémiologiques, économiques et sociaux du vieillissement et des handicaps pourraient être étudiés avec une focalisation sur :
 - les facteurs de risque des maladies neurodégénératives et des maladies induisant une perte d'autonomie ;
 - l'analyse et l'évaluation des innovations du secteur sanitaire et médico-social visant à mieux intégrer les seniors et accroître leur potentiel contributif économique et social, et à organiser la répartition des rôles entre aide formelle et aidants « informels » dans la prise en charge ;
 - le développement de nouveaux concepts et techniques de soin et d'assistance à domicile ;
 - l'étude des fonctions cognitives générales ou des systèmes spécialisés (espace, nombre, musique, langage, temps)
 - les facteurs démographiques ou la dimension économique de la vulnérabilité, les enjeux éthiques de l'autonomie et de la dépendance.

Addictions

La mise en place de politiques de prévention et de prise en charge des comportements addictifs implique de mieux comprendre l'ensemble de leurs déterminants et de replacer les consommations dans le cadre des transformations des sociétés et des modes de sociabilité dans une perspective de comparaisons internationales et interculturelles.

Parmi les thèmes pouvant être étudiés, on peut citer :

- les modalités de construction de l'offre, des circuits d'approvisionnement et des marchés ;
- les conditions de développement des pratiques de consommation addictives dans leurs dimensions sociales, culturelles ou économiques, des apprentissages sociaux ainsi que des représentations et des perceptions des différents produits, y compris dans les arts et les différents médias ;
- les transformations historiques, sur longue et courte période, des pratiques et des modes de consommations, du choix des produits ;
- les transformations des politiques et des formes de prévention et de prise en charge, et leurs effets.

DEFI 5 | Sécurité alimentaire et défi démographique

Les modes de production agricole peuvent susciter des travaux sur les thèmes suivants :

- les transformations des modes de production agricole, de distribution des produits issus de l'agriculture ou des industries agroalimentaires, et des modes de consommation à différentes périodes de l'histoire ; les pratiques et les stratégies d'acteurs ;
- les enjeux géopolitiques (réduction des impacts environnementaux et des inégalités dans l'accès à l'alimentation) ; les incidences économiques, environnementales et sociales du développement de la production de biocarburants.

Une meilleure connaissance des pratiques de consommation alimentaire et de leurs transformations pourrait s'appuyer sur les questions suivantes :

- les modes et pratiques de consommation alimentaires, leurs déterminants (variables de contexte - conditions d'accès aux aliments, offre, prix, environnement d'achats, restauration, rôle des prescripteurs, type de développement urbain et cadre de vie, etc.), les dimensions socioculturelles et les modes de vie, les facteurs pouvant contribuer à leurs modifications dans leur contexte social ;
- les déterminants des inégalités d'état nutritionnel et les corrélations entre pratiques alimentaires ou modes de vie et état de santé à travers des études rétrospectives et prospectives, ainsi qu'en termes de facteurs d'évolution ;
- les effets des troubles nutritionnels sur le développement, les parcours solaires et les parcours de vie ;
- les représentations sociales du lien entre pratiques alimentaires et état de santé, entre savoirs, information et pratiques, leurs ancrages socio-historiques et leurs expressions individuelles.
- les effets des politiques préventives de santé publique suivant les populations et les types d'instruments (éducation nutritionnelle, prix, réglementation sur la qualité des produits, régulation des formes de marketing, information ou mise à disposition des produits, allégations, chartes impliquant les acteurs de la filière, amélioration des produits, stratégies de prévention et de prise en charge) ;
- Le rôle des différents médias et des réseaux sociaux, notamment en regard d'autres canaux d'information, que ceux-ci relèvent du milieu familial et amical, des services de santé, de l'école, du milieu professionnel.

DEFI 6 | Mobilité et systèmes urbains durables

Afin d'inventer de nouveaux scénarii d'évolution des systèmes sociaux et territoriaux, il importe d'élaborer de nouvelles grilles d'intelligibilité des processus urbains qui prennent en compte à la fois les dimensions physiques (flux de matière, de personnes, réseaux, organisations urbaines...), environnementales, politiques, culturelles et sociales, et qui s'attachent également à mettre en évidence les vulnérabilités.

Il s'agit ainsi d'analyser :

- les vulnérabilités des organisations urbaines et des systèmes socio-écologiques urbains vis-à-vis des différents risques, grâce à l'analyse conjointe des modes de gestion, des différents modèles urbains (Zoning, business centers, gated communities...) en termes de durabilité (du point de vue mobilitaire, technologique, économique, sociale, environnementale) ;
- les vulnérabilités des sociétés et des milieux face aux risques dans leurs différentes dimensions (socio-économiques, technologiques, environnementales...) et les perspectives d'adaptation des modes d'intervention publics et privés (résilience/durabilité) ;
- les nouvelles formes de mobilité et leurs liens avec l'aménagement de l'espace aux différentes échelles spatiales et temporelles, les conditions de développement d'offres de transport multimodales, voire à la demande ;
- les dynamiques spatiales et d'aménagement des territoires ;
- les conditions d'intégration et de développement des innovations (à l'échelle du bâtiment ou d'une ligne de transport) en tenant compte des pratiques des usagers et des habitants ;
- les modes de décision publique et les formes d'actions publiques et privées ;
- les représentations sociales et cognitives de l'espace, la diversification des modes d'habiter, les contraintes liées aux héritages ;
- les conditions de prise en charge et le statut des réfugiés écologiques et des populations défavorisées.

DEFI 7 | Société de l'information et de la communication

La diffusion des TIC doit aussi être étudiée en lien avec l'organisation des activités économiques, des pratiques informationnelles ou politiques, des échanges culturels, des processus d'apprentissage ou encore des formes de communication.

Pour les SHS, la question est bien de s'interroger sur les évolutions auxquelles les TIC (le numérique) sont associées (innovations, consolidation des rapports de force traditionnels, déplacement des lieux de décision, transformations des territoires, évolution de l'humain...).

- étudier les évolutions des modèles d'organisation des activités en lien avec la dynamique et la reconfiguration des territoires d'appartenance, de vie, de travail ;
- caractériser les transformations des sociabilités, des modes d'habiter, qu'il s'agisse de lieux publics (gares, cafés, transports en commun...) ou de l'espace privé, et des mobilités ;
- interroger la nature des compétences et des pratiques (institutionnelles, économiques, cognitives...) que l'introduction de ces techniques entraîne ;
- analyser l'impact des outils numériques sur le développement cognitif, sur l'émergence et le développement de la communication langagière et écrite, sur les formes de communication interindividuelles et collectives ou encore sur les représentations de l'espace ;
- étudier les nouveaux modes de production des connaissances, des savoirs et la diffusion des informations...

Les scientifiques eux-mêmes sont au premier rang pour faire évoluer leurs méthodes et outils. La modélisation a pris une place considérable dans les dispositifs expérimentaux. Une quantité énorme de données numériques sont ainsi produites dans tous les domaines. Une pression se fait jour pour que l'ensemble de ces données soient « ouvertes ». Quels sont les enjeux réels de cet appel à l'ouverture ? Que nous apprend ce mouvement sur le caractère performatif des sociétés contemporaines ? Peut-on identifier des invariants dans la manière dont ces processus se mettent en place ? Quelles formes de médiations (ou remédiation) émergent dans l'espace public sous la pression de cet « impératif d'ouverture » ? En quoi la manipulation des données libérées travaille-t-elle les relations de pouvoirs entre différentes catégories d'acteurs ?

Au-delà des questions techniques de stockage, se posent avec acuité les questions du « droit à l'information » et de l'organisation de la libre circulation des savoirs par ce passage dans un monde complexe, c'est à dire structuré par un nombre infini de relations, où les connaissances, produites par une diversité d'acteurs, sont stockées en réseau et peuvent être mobilisées à tout moment.

ATHENA

alliance nationale des
sciences humaines et sociales

Alliance ATHENA
190 avenue de France
75013 Paris

www.allianceathena.fr